

DÉCLARATION LIMINAIRE

Madame la Présidente,

Dans une période de crise économique, marquée par une forte inflation, une baisse continue du pouvoir d'achat, et une détérioration des conditions de travail accrue par la suppression de dizaines de milliers d'emplois depuis plusieurs années, FO Finances revendique une action sociale en tant que priorité ministérielle.

Pour nous, l'action sociale est un élément essentiel de cohésion sociale. Il est inacceptable qu'elle soit fragilisée par des réformes successives ! A ce titre, nous combattons toute tentative d'inter-ministérielle de l'action sociale.

Face aux besoins croissants des bénéficiaires de l'Action Sociale, FO Finances revendique :

- Un accès aux prestations pour tous les agents, actifs et retraités, issus des ministères économiques et financiers, quelle que soit leur implantation fonctionnelle et géographique.
- Une restauration collective de proximité et de qualité, y compris pour les structures à faibles effectifs, et à défaut le bénéfice du titre restaurant dont nous revendiquons la revalorisation de la valeur faciale à hauteur de 10 € et une augmentation de la participation de l'administration à son financement.

Nous revendiquons également la sauvegarde des structures menacées de fermeture ainsi qu'une augmentation des crédits d'heures et des décharges d'activité de service nécessaires à l'ensemble des membres du bureau des associations gérant les restaurants financiers.

Pour FO Finances, une politique ambitieuse de l'action sociale passe aussi par le maintien d'une offre vacances-famille, permettant à tous les agents actifs et retraités de partir en vacances, avec des prestations de qualité et diversifiées à des tarifs sociaux.

Pour FO Finances, le développement de l'action sociale est directement lié au maintien de son réseau départemental avec les effectifs et les moyens en nombre suffisant ainsi que des crédits d'action locale (CAL) permettant la mise en place de véritables actions locales initiée par les CDAS, sans application de la réserve budgétaire prudentielle

Section FO DGFIP 67

fo.drrip67@dgfip.finances.gouv.fr

site local : www.fo-dgfip-sd.fr/067/
site national : www.fo-dgfip.fr/



BULLETIN D'ADHESION

à retourner à : Section FO DGFIP 67 - DRFIP

NOM : -----PRENOM :-----

GRADE : Echelon : Indice :

AFFECTATION :-----

déclare vouloir adhérer au Syndicat **FORCE OUVRIERE DGFIP**

Fait à : le (signature)

→ crédit d'impôt sur la cotisation syndicale à hauteur de 66% de son montant

